

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MERCREDI 14 FÉVRIER 2007

WOENSDAG 14 FEBRUARI 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 11 par M. Dominique Van Roy.

01 Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les arrêtés d'exécution de la loi relative au droit de suite au bénéfice de l'auteur d'une oeuvre d'art originale" (n° 14066)

01.01 Trees Pieters (CD&V) : Le 23 janvier 2007 est parue au Moniteur Belge la loi transposant en droit belge la directive européenne du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une oeuvre d'art originale. Lors des débats au Parlement, il est clairement apparu que le montant à partir duquel il convient de percevoir un droit de suite constituait la principale pierre d'achoppement. Le ministre a laissé aux députés le soin de déterminer ce montant, mais ces derniers ont renvoyé la balle dans son camp par la voie d'un amendement.

Où en est l'élaboration des arrêtés d'exécution ? Quand un arrêté royal fixera-t-il la date de l'entrée en vigueur de ce système ? Cet arrêté royal va-t-il modifier le montant à partir duquel il convient de percevoir un droit de suite ?

01.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Un premier projet d'arrêté royal est en préparation. Dès que ce projet sera prêt, tous les acteurs concernés du secteur seront consultés. La loi ne pourra entrer en vigueur que lorsque le régime pratique et administratif sera prêt. Étant donné qu'un grand nombre d'éléments doivent encore être réglés, l'élaboration de cet arrêté royal pourrait prendre plusieurs mois.

Le nouveau texte de l'article 12 de la loi sur le droit d'auteur précisera que le Roi peut modifier le seuil de 1.250 euros – sans dépasser les 3.000 euros – pour gommer des différences qui ont un effet négatif sur le fonctionnement du marché interne. Pour connaître ces effets négatifs éventuels, nous devons d'abord examiner quels seuils sont appliqués par les autres États membres. Actuellement, nous ne les connaissons pas encore tous.

01.03 Trees Pieters (CD&V) : Nous allons donc encore devoir attendre des mois.

01.04 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Je suis absolument disposé à entendre les acteurs du secteur. Je suis convaincu du fait que nous trouverons alors plus rapidement une solution.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Trees Pieters au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de

la Politique scientifique sur "l'augmentation soudaine de l'emploi au cours du troisième trimestre de 2006" (n° 14089)

02.01 Trees Pieters (CD&V) : En février, les médias ont indiqué qu'en 2006 l'emploi a augmenté de 61.000 unités au troisième trimestre par rapport au deuxième. Ces chiffres, qui proviennent du SPF Économie, laissent penser que l'économie belge se porte à merveille mais c'est faux. En effet, le troisième trimestre se caractérise par un recours massif aux étudiants jobistes, ce qui gonfle toujours artificiellement le nombre d'actifs.

D'autres données du SPF Économie indiquent par ailleurs que le nombre d'actifs n'aurait augmenté que de 8.000 unités à peine pendant les trois premiers trimestres de 2006 et que le taux d'emploi serait passé de 61 % à 60,6 %. Enfin, les chiffres révèlent encore une hausse assez étonnante du nombre d'actifs âgés de plus de 50 ans durant le troisième trimestre, à savoir une hausse de 55.000 unités, alors que pendant les trimestres précédents, on avait constaté un recul de 42.000 unités dans cette catégorie.

Comment cette hausse subite peut-elle s'expliquer ? Est-il correct de comparer les chiffres de deux trimestres consécutifs et d'en tirer des conclusions quant à l'évolution du marché de l'emploi ?

02.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : La Direction générale Statistique et Information économique du SPF Économie établit depuis 1999 les statistiques trimestrielles de l'emploi et du chômage sur la base du *Belgian Labour Force Survey*. Cette étude est coordonnée par l'Office statistique des Communautés européennes, le fameux Eurostat.

Les chiffres trimestriels recensés depuis 1999 sont également publiés par le SPF Économie sur son site internet statbel.fgov.be/downloads. Cette publication permet une comparaison à l'échelle européenne en fonction de certains indicateurs.

Les résultats relatifs au troisième trimestre 2006 sont basés sur un échantillon effectif de près de 23.000 personnes de plus de quinze ans. La méthodologie suivie étant restée inchangée par rapport aux précédents trimestres, il est tout à fait possible de réaliser une comparaison de deux trimestres successifs et partant, de détecter rapidement les évolutions à court terme sur le marché du travail.

Il va de soi que des variations saisonnières peuvent intervenir, une réalité également évoquée par le communiqué de presse. Le taux de chômage suit traditionnellement une hausse plus marquée au deuxième semestre. L'influence des étudiants jobistes n'apparaît pas de façon nette dans l'enquête étant donné que de nombreux étudiants ne mentionnent pas qu'ils travaillent et sont dès lors davantage catalogués comme faisant partie du groupe des étudiants inactifs. Le nombre d'étudiants jobistes est estimé à 30.000 au troisième trimestre 2006, contre 7.500 au deuxième trimestre. Ces statistiques correspondent à celles des années précédentes.

Par ailleurs, il convient également de prendre en considération un effet contraire. Le nombre de personnes employées dans le secteur de l'enseignement s'inscrit en effet traditionnellement en baisse au troisième trimestre, avec une réduction de 18.000 unités en 2006.

Une perspective temporelle plus large est nécessaire si l'on veut déceler des tendances plus générales sur le marché de l'emploi. Le communiqué de presse s'intéresse dès lors également aux évolutions notées au cours des trois premiers trimestres de 2006 par rapport aux mêmes trimestres de 2005. La population d'âge actif ayant connu une croissance plus importante que le nombre de personnes au travail, le taux d'emploi s'inscrit également en baisse. En d'autres termes, le communiqué de presse révèle en toute neutralité les conclusions de l'enquête sur les forces de travail relative au troisième trimestre 2006, comme nous l'avons fait pour chaque trimestre depuis 1999. La méthodologie mise en œuvre ainsi que les résultats peuvent être librement consultés sur le site internet. L'interprétation des chiffres ne relève cependant pas des compétences de la Direction générale Statistique du SPF Économie.

02.03 Trees Pieters (CD&V) : Il convient effectivement de considérer les choses dans un cadre temporel plus large. Aussi, les pouvoirs publics ont-ils tort de rendre publics des chiffres qui paraissent plus positifs

qu'ils ne le sont en réalité.

On peut se poser de sérieuses questions à propos du nombre de personnes actives de plus de 50 ans au cours du troisième trimestre. Ce chiffre aurait subitement augmenté de 55.000 unités alors que dans cette tranche d'âge à peine 25 % des personnes sont encore au travail. On peut d'ailleurs constater une forte diminution par rapport à l'année dernière. Tout cela ne paraît pas très logique. Le SPF Economie devrait être plus prudent lorsqu'il publie des chiffres.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Greta D'hondt au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "le refus d'accorder une assurance de solde restant dû aux malades chroniques" (n° 14098)

03.01 Greta D'hondt (CD&V) : Au début du mois de janvier, j'avais posé une question relative à la prime d'assurance de solde restant dû qui, selon mes sources, s'élevait à 300 % pour les personnes souffrant de la maladie de Crohn. Le ministre avait alors répondu que ce devait être 150 %. Depuis, j'ai reçu de nombreuses lettres et de courriers électroniques soulignant que les primes se montaient à 300, voire même à 400 %. Certaines personnes ne peuvent tout simplement pas contracter d'assurance de solde restant dû. Ce problème touche entre autres les personnes souffrant de lupus érythémateux, une maladie auto-immune maîtrisable et sans gravité.

Le ministre a-t-il connaissance du nombre de personnes à qui une assurance de solde restant dû est refusée en raison de leur maladie chronique ? Comment justifier cela dans le cas de maladies maîtrisables comme le lupus érythémateux ? L'assurance de solde restant dû revêt une grande importance pour ceux qui souhaitent accéder à la propriété, ce dont nous sommes tous partisans, ne serait-ce que comme assurance supplémentaire pour les vieux jours.

03.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Bien que la question ait été soumise à la fédération des assureurs, je n'ai pas encore reçu de chiffres indiquant le nombre de gens auxquels on a refusé une assurance solde restant dû.

Certains principes sont d'application quand une maladie ou un handicap a une influence sur le risque de décès. L'assureur est tenu de justifier toute majoration de la prime d'assurance sur la base de données objectives attestant qu'il y a bel et bien un risque de décès accru. Si la majoration de la prime est disproportionnée par rapport à l'accroissement du risque, le patient peut récupérer rétroactivement le trop-perçu dans les délais de prescription du droit commun.

Il est plus difficile d'empêcher le refus d'assurance, dès lors qu'en Belgique, la liberté contractuelle est d'application. Seuls les refus purement arbitraires sont interdits. Le cas échéant, la charge de la preuve incombe à la victime. Lorsqu'il ne s'agit manifestement pas d'une maladie potentiellement mortelle, ce dont je ne puis juger, le refus d'assurance peut être considéré comme arbitraire.

Les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités à l'égard des malades chroniques et des personnes handicapées qui ne peuvent obtenir d'assurance ou qui doivent payer une surprime très élevée. Dans pareil cas, une solidarité sociale doit se mettre en place. On ne saurait toutefois proclamer un droit absolu à l'assurance, indépendamment de l'état de santé des assurés, sans mettre en péril le système de l'assurance. Lors du prochain Conseil des ministres, le ministre de la Santé publique présentera un projet de loi qui traite notamment de ce problème.

03.03 Greta D'hondt (CD&V) : À la suite de ma question précédente, les primes d'assurance ont parfois soudainement pu être négociées et certaines ont diminué. Une question parlementaire peut donc clairement avoir une incidence. Il est déplorable qu'il faille attendre une telle initiative pour obtenir des primes raisonnables.

Le ministre juge inquiétant qu'une personne puisse tout simplement se voir refuser une assurance. Un projet de loi est par ailleurs en préparation au ministère de la Santé publique. Il est normal que dans un marché libéralisé, on tienne compte des risques en termes de santé mais exclure totalement un individu, c'est aller

trop loin.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n°14117 de M. Melchior Wathelet est reportée.

La discussion des questions se termine à 14 h 34.

De vergadering wordt geopend om 14.11 uur en voorgezeten door de heer Dominique Van Roy.

01 Vraag van mevrouw Trees Pieters aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de uitvoeringsbesluiten van de wet betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk" (nr. 14066)

01.01 Trees Pieters (CD&V): Op 23 januari 2007 verscheen in het *Belgisch Staatsblad* de wet die de Europese richtlijn van 27 september 2001 over het volgrecht van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk omzet in Belgisch recht. Bij de parlementaire besprekingen werd duidelijk dat het drempelbedrag om het volgrecht toe te passen, het grote struikelblok is. De minister liet de keuze van dit bedrag over aan de parlementsleden, die de bal via een amendement echter weer hebben doorgespeeld naar de minister.

Hoe ver staat het met de opmaak van de uitvoeringsbesluiten? Wanneer komt er een koninklijk besluit dat de inwerkingtreding bepaalt? Zal dit KB het drempelbedrag wijzigen?

01.02 Minister Marc Verwilghen (*Nederlands*): Er wordt momenteel een eerste ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt. Zodra dit ontwerp klaar is, zullen alle betrokkenen uit de sector worden geconsulteerd. De wet zal maar in werking kunnen treden als de praktische en administratieve regeling helemaal rond is. Omdat er nog veel moet worden geregeld, zal het uitwerken van dit KB misschien wel verschillende maanden in beslag nemen.

De nieuwe tekst van artikel 12 van de auteurswet zal bepalen dat de Koning de drempel van 1.250 euro kan wijzigen – zonder de 3.000 euro te overschrijden – om verschillen weg te werken die negatieve effecten hebben op de werking van de interne markt. Om deze eventuele negatieve effecten te kennen, moeten we eerst onderzoeken welke drempels de andere lidstaten hanteren. We kennen die nu nog niet allemaal.

01.03 Trees Pieters (CD&V): Ik begrijp dat we dus nog maanden zullen moeten wachten.

01.04 Minister Marc Verwilghen (*Nederlands*): Ik wil de betrokkenen uit het milieu zeker inspraak geven. Ik ben ervan overtuigd dat we dan sneller tot een oplossing zullen komen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Trees Pieters aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de plotse stijging van de tewerkstelling in het derde kwartaal van 2006" (nr. 14089)

02.01 Trees Pieters (CD&V): Begin februari werd in de pers gemeld dat de werkgelegenheid in ons land in het derde kwartaal van 2006 met 61.000 eenheden gestegen was tegenover het tweede kwartaal. De cijfers waren afkomstig van de FOD Economie. De cijfers doen uitschijnen dat het uitstekend gaat met de Belgische economie, maar dit klopt niet. In het derde kwartaal wordt er immers massaal een beroep gedaan op jobstudenten, waardoor het aantal werkenden altijd kunstmatig de hoogte in schiet.

Andere cijfers van de FOD Economie leren ons dan weer dat het aantal werkenden over de eerste drie kwartalen van 2006 met amper 8.000 is toegenomen en dat de werkgelegenheidsgraad is gedaald van 61procent naar 60,6 procent. De cijfers tonen verder nog een hoogst opmerkelijke stijging van de werkende 50-plussers in het derde kwartaal met 55.000, terwijl die groep in de kwartalen daarvoor nog met 42.000 eenheden achteruitging.

Is er een verklaring voor de plotse stijging in de cijfers? Is het correct om de cijfers van twee opeenvolgende kwartalen met elkaar te vergelijken en hieraan conclusies te verbinden over de evolutie van de arbeidsmarkt?

02.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): De algemene directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie berekent sedert 1999 de kwartaalcijfers over de tewerkstelling en de werkloosheid op basis van de *Belgian Labour Force Survey*. Dat wordt gecoördineerd door het Bureau voor de Statistiek van de Europese Gemeenschappen, het fameuze Eurostat.

De reeks kwartaalcijfers vanaf 1999 wordt ook door de FOD Economie gepubliceerd. Ze doet dat op haar website statbel.fgov.be/downloads. Deze publicatie maakt een Europese vergelijking mogelijk voor bepaalde indicatoren.

De resultaten voor het derde kwartaal van 2006 zijn gebaseerd op een effectieve steekproef van een kleine 23.000 personen ouder dan vijftien jaar. De methodologie bleef onveranderd ten opzichte van de vorige kwartalen, waardoor een vergelijking van twee opeenvolgende kwartalen perfect mogelijk is. Daardoor kan men snel kortetermijnevoluties op de arbeidsmarkt detecteren.

Uiteraard kunnen er seizoenseffecten meespelen en dat werd ook gemeld in het persbericht. Traditioneel stijgt de werkloosheid sterker in het tweede kwartaal. De invloed van de jobstudenten in het derde kwartaal is binnen de enquête niet zo erg groot, omdat veel jobstudenten niet melden dat zij werken en zich dus veeleer binnen de groep van studenten, de inactieven, catalogeren. Het aantal jobstudenten in het derde kwartaal van 2006 wordt geschat op 30.000, ten opzichte van 7.500 in het tweede kwartaal. Dat komt overeen met wat de vorige jaren ook is vastgesteld.

Daarnaast moet ook met een tegengesteld effect rekening worden gehouden. Het aantal personen tewerkgesteld in het onderwijs daalt namelijk traditioneel tijdens het derde kwartaal, in 2006 met 18.000 eenheden.

Om de ruimere trend op de arbeidsmarkt weer te geven is een breder tijdsperspectief nodig. Het persbericht besteedt daarom ook aandacht aan de evoluties van de eerste drie kwartalen van 2006 ten opzichte van dezelfde kwartalen in 2005. Omdat de bevolking op actieve leeftijd sterker is toegenomen dan het aantal werkende personen, daalt ook de werkgelegenheidsgraad. Met andere woorden, het persbericht geeft op een neutrale manier weer wat wordt vastgesteld op basis van de enquête naar de arbeidskrachten voor het derde kwartaal van 2006, zoals dat voor elk kwartaal sedert 1999 is gebeurd. De gehanteerde methodologie en de resultaten zijn vrij te raadplegen op de website. De interpretatie van de cijfers behoort echter niet tot de bevoegdheid van de algemene directie Statistiek van de FOD Economie.

02.03 **Trees Pieters** (CD&V): Zoiets moet inderdaad in een breder tijdsperspectief worden bekeken. Het is daarom niet goed dat de overheid cijfers de wereld instuurt die positiever lijken dan ze in werkelijkheid zijn.

Er blijven toch grote vraagtekens bij de werkende 50-plussers in het derde kwartaal. Dat cijfer zou plots met 55.000 zijn gestegen, terwijl er in deze leeftijdscategorie met moeite 25 procent aan het werk blijft. Ten opzichte van vorig jaar is er trouwens een sterke daling. Dat lijkt allemaal niet even logisch. De FOD Economie zou voorzigtiger moeten zijn met de publicatie van cijfers.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Greta D'hondt aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de weigering van de schuldsaldoverzekering bij chronisch zieken" (nr. 14098)**

03.01 **Greta D'hondt** (CD&V): Begin januari heb ik een vraag gesteld over de schuldsaldoverzekeringspremie, die volgens mijn informatie opliep tot 300 procent voor mensen die lijden aan de ziekte van Crohn. Toen zei de minister dat het 150 procent zou zijn. Sindsdien heb ik veel brieven en

mails gekregen die onderstrepen dat de premies oplopen tot 300 en zelfs 400 procent. Sommige mensen kunnen gewoon geen schuldsaldoverzekering krijgen. Dit geldt onder meer voor mensen die lijden aan systeemlupus, een auto-immuunziekte die beheersbaar en niet levensbedreigend is.

Heeft de minister zicht op het aantal mensen aan wie een schuldsaldoverzekering wordt geweigerd omdat ze chronisch ziek zijn? Hoe verantwoordt men dat bij een beheersbare ziekte als systeemlupus? De schuldsaldoverzekering is erg belangrijk als men eigendom wil verwerven, iets waarvan we allemaal voorstander zijn, al was het maar als extra verzekering tegen de oude dag.

03.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Hoewel de vraag werd voorgelegd aan het overkoepelend orgaan van het verzekeringswezen, heb ik nog geen cijfers gekregen over het aantal mensen aan wie een schuldsaldoverzekering wordt geweigerd.

Er gelden bepaalde principes indien een ziekte of handicap invloed heeft op het overlijdensrisico. Een premieverhoging moet door de verzekeraar worden gerechtvaardigd met objectieve gegevens die aantonen dat er een hoger overlijdensrisico is. Indien de premieverhoging niet in verhouding staat tot het verhoogde overlijdensrisico, kan de patiënt retroactief het teveel betaalde bedrag recupereren binnen de termijn van de gemeenrechtelijke verjaring.

Een dekkingsweigering is moeilijker te verhinderen, aangezien in België de contractuele vrijheid geldt. Alleen zuiver arbitraire contractweigeringen zijn verboden. De bewijslast berust bij het slachtoffer. Indien de ziekte zeker niet levensbedreigend is, wat ik niet kan beoordelen, dan kan een contractweigering als arbitrair worden beschouwd.

De overheid moet verantwoordelijkheid opnemen voor chronisch zieken en gehandicapten die geen verzekering kunnen bekomen of een zeer hoge bijpremie moeten betalen. In dit geval moet er maatschappelijke solidariteit zijn. Men kan echter geen recht op verzekering afkondigen ongeacht de gezondheidstoestand zonder het verzekeringsstelsel in gevaar te brengen. Op de volgende Ministerraad zal de minister van Volksgezondheid een wetsontwerp voorleggen waarin dit probleem wordt behandeld.

03.03 **Greta D'hondt** (CD&V): Na mijn vorige vraag was het in een aantal gevallen plots mogelijk om te onderhandelen over een verzekeringspremie en daalden sommige bijdragen. Een parlementaire vraag kan dus duidelijk impact hebben. Jammer dat daarop gewacht wordt om redelijke premies te heffen..

De minister vindt het bedenkelijk dat iemand finaal een verzekering wordt geweigerd en er komt een wetsontwerp van de minister van Volksgezondheid.. Het is normaal dat er in een vrije markt rekening wordt gehouden met gezondheidsrisico's, maar iemand volledig uitsluiten is een brug te ver.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Melchior Wathelet kan hier niet tijdig zijn. Zijn vraag nr. 14117 wordt uitgesteld.

De behandeling van de vragen eindigt om 14.34 uur.